

2002

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA ☒

Balance suisse des paiements

Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2002

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone 01 631 31 11

Impression

Zürichsee Druckereien AG
Seestrasse 86
CH-8712 Stäfa

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées
avec indication de la source

Internet

<http://www.snb.ch>

Imprimé en septembre 2003

Table des matières	
Page	
4	Aperçu
7	Balance des transactions courantes
8	Evolution à long terme du solde de la balance courante
10	Biens
12	Services
16	Revenus du travail et de capitaux
18	Transferts courants
20	Mouvements de capitaux
21	Investissements directs
28	Investissements de portefeuille
31	Autres mouvements de capitaux
31	Crédits des banques commerciales
33	Crédits des entreprises
34	Réserves monétaires
35	Erreurs et omissions nettes
39	Description des postes
41	Bases légales
42	Fondements méthodologiques
44	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
	Tableaux
5	1 Balance suisse des paiements, aperçu depuis 1998
8	2 Balance des transactions courantes, depuis 1993
11	3 Biens
14	4 Services
17	5 Revenus du travail et de capitaux
19	6 Transferts courants
23	7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches
24	7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique
26	8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches
27	8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique
29	9 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
31	10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan
32	10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
36	11 Composantes de la balance des paiements
	Graphiques
7	1 Balance des transactions courantes, soldes
7	2 Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes
9	3 Influence des composantes sur le solde de la balance des transactions courantes
9	4 Balance des transactions courantes, soldes en % du produit intérieur brut
11	5 Commerce extérieur: répartition géographique
20	6 Mouvements de capitaux
22	7 Investissements directs
23	8 Investissements directs: répartition géographique
30	9 Investissements de portefeuille
30	10 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie

Aperçu

Légère augmentation de l'excédent de la balance courante

La faiblesse de la conjoncture sur le plan mondial a influé en 2002 sur l'évolution de la balance suisse des transactions courantes. L'excédent de la balance des transactions courantes s'est établi à 39 milliards de francs, contre 37 milliards en 2001. Le recul des importations de biens a joué un rôle déterminant dans cette progression; dans les échanges de biens, les importations ont fléchi davantage que les exportations, du fait surtout de la faiblesse de la demande intérieure.

Fort excédent des échanges de biens

D'une année à l'autre, les importations de biens ont reculé de 8% en valeur. En revanche, les exportations ont relativement bien résisté, ne diminuant que de 2%. Au total, les échanges de biens ont dégagé un excédent de 5 milliards de francs, après un déficit de près de 5 milliards en 2001.

Repli des exportations de services, mais atténué par des recettes élevées dans les assurances

Les exportations de services ont diminué de 2%, en valeur, pour s'établir à 46 milliards de francs. Les recettes provenant du tourisme et celles que les banques tirent de leurs services financiers – ces deux composantes forment la moitié environ des exportations de services – ont régressé sensiblement. La vive progression des exportations de services des assurances a cependant compensé en partie cette régression.

Diminution des importations de services

Les importations de services ont fléchi de 4%, passant à 24 milliards de francs en 2002. Seules les dépenses portant sur des services à contenu technologique – il s'agit principalement de licences – se sont accrues fortement. D'une année à l'autre, le solde actif de la balance des services est resté inchangé à 22 milliards de francs.

Fort recul des revenus nets de capitaux

Dans les revenus de capitaux, tant les rentrées que les sorties de la Suisse ont fortement reculé à la suite de la baisse des taux d'intérêt et du repli des revenus tirés des investissements directs. Les revenus tirés des capitaux suisses investis à l'étranger ont chuté de plus de 25%. Les sorties de la Suisse au titre des revenus de capitaux ont quant à elles fléchi d'un tiers. Les avoirs suisses à l'étranger étant beaucoup plus élevés que les avoirs étrangers en Suisse, le bas niveau des taux d'intérêt a influé plus fortement sur les recettes que sur les dépenses. Les recettes nettes ont diminué de 7 milliards pour s'établir à 27 milliards de francs. En 2000, le solde actif des revenus de capitaux avait atteint 45 milliards de francs, soit son niveau record.

Modifications dans la composition des mouvements de capitaux

Les placements à court terme très élevés des banques et des entreprises ont fortement influé, en 2002, sur les mouvements de capitaux. Par contre, les flux de capitaux en vue d'investissements de portefeuille et d'investissements directs – ces derniers sont axés sur le long terme – ont marqué généralement des replis.

Recul persistant des investissements directs à l'étranger et...

Les entreprises suisses ont investi 16 milliards de francs dans leurs implantations à l'étranger, soit la moitié environ du flux observé en 2001. Ainsi, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs sont retombées à leur niveau moyen des années nonante. En 2000, elles avaient porté sur 75 milliards de francs, un chiffre record. Pour ce qui a trait aux deux principales zones bénéficiant d'investissements directs suisses, on observe que les flux de capitaux se sont réduits fortement vers les Etats-Unis, mais dans une moindre mesure vers l'UE.

...en Suisse

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs en Suisse ont fléchi, passant de 15 milliards en 2001 à 5 milliards de francs l'année suivante; un montant aussi faible n'avait plus été enregistré depuis 1996. Cette évolution est due principalement au recul massif des flux de capitaux provenant des pays de l'UE. En revanche, les entreprises des Etats-Unis n'ont réduit que légèrement leurs flux de capitaux vers la Suisse.

Tendances divergentes dans l'évolution des investissements de portefeuille

Les exportations de capitaux en vue d'investissements de portefeuille à l'étranger (achats nets de titres émis par des non-résidents) ont diminué, passant de 72 milliards en 2001 à 47 milliards de francs en 2002. De ce montant, 35 milliards de francs ont été investis en obligations et papiers monétaires, le solde ayant servi à acquérir des titres de participation. En revanche, les importations de capitaux destinées à des investissements de portefeuille en Suisse se sont accrues de 8 milliards pour atteindre 11 milliards de francs.

Exportations nettes de capitaux très élevées des banques

Dans les autres mouvements de capitaux, les fortes exportations nettes de capitaux des banques constituent un fait saillant. Disposant de liquidités abondantes, les banques ont investi à l'étranger un montant net de 33 milliards de francs, notamment sur le marché interbancaire.

1 Balance suisse des paiements, aperçu depuis 1998 en milliards de francs^{1,*}

	1998	1999	2000	2001 Chiffres révisés	2002 Chiffres provisoires
I. Balance des transactions courantes solde	37,8	45,7	53,5	36,2	38,6
Biens solde	-2,3	-0,3	-4,2	-4,6	5,2
Commerce spécial, solde	2,2	1,0	-2,1	1,7	7,3
Exportations	109,1	114,4	126,5	131,7	130,4
Importations	-106,9	-113,4	-128,6	-130,1	-123,1
Autres postes, solde	-4,6	-1,3	-2,2	-6,3	-2,1
Services solde	19,6	21,6	25,6	22,1	22,1
Tourisme, solde	1,7	1,6	2,4	2,1	1,9
Recettes	11,6	11,8	13,1	12,7	12,2
Dépenses	-9,9	-10,2	-10,7	-10,6	-10,3
Commissions bancaires, solde	9,2	11,1	13,3	11,8	10,4
Recettes	10,0	12,0	14,6	12,9	11,3
Dépenses	-0,7	-0,8	-1,3	-1,1	-0,9
Autres services, solde	8,6	8,9	9,9	8,2	9,7
Revenus du travail et de capitaux solde	25,9	30,5	37,0	25,5	17,9
Revenus du travail, solde	-6,4	-6,5	-7,8	-8,6	-9,2
Recettes	1,6	1,6	1,7	2,0	2,0
Dépenses	-8,0	-8,1	-9,5	-10,5	-11,2
Revenus de capitaux, solde	32,4	37,0	44,8	34,0	27,1
Recettes	65,0	73,7	102,4	87,7	62,5
Investissements de portefeuille	17,9	21,7	24,5	24,6	22,9
Investissements directs	26,1	34,9	44,1	31,5	18,9
Autres placements	21,0	17,0	33,8	31,6	20,7
Dépenses	-32,7	-36,7	-57,6	-53,7	-35,4
Investissements de portefeuille	-8,0	-9,9	-12,0	-13,7	-11,6
Investissements directs	-11,7	-15,7	-17,8	-12,8	-8,3
Autres placements	-13,0	-11,1	-27,8	-27,1	-15,5
Transferts courants solde	-5,3	-6,2	-4,9	-6,7	-6,5
II. Transferts en capital solde	0,2	-0,8	-6,0	2,6	-1,8
III. Mouvements de capitaux solde	-45,3	-49,6	-39,8	-59,5	-54,3
Investissements directs solde	-14,2	-32,4	-42,9	-15,8	-11,2
Investissements directs suisses à l'étranger	-27,2	-50,0	-75,4	-30,9	-15,7
Capital social	-16,9	-23,8	-56,0	-22,4	-24,3
Bénéfices réinvestis	-7,2	-18,3	-16,8	-4,4	7,3
Crédits	-3,1	-7,9	-2,6	-4,1	1,3
Investissements directs étrangers en Suisse	13,0	17,6	32,5	15,0	4,5
Capital social	5,1	7,6	19,9	15,9	1,2
Bénéfices réinvestis	6,5	9,7	11,0	1,0	0,7
Crédits	1,4	0,3	1,7	-1,8	2,6

	1998	1999	2000	2001 Chiffres révisés	2002 Chiffres provisoires
Investissements de portefeuille solde	-6,7	-61,5	-19,9	-69,1	-35,2
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-21,6	-70,4	-37,7	-72,3	-46,6
Titres de créance	-17,9	-44,1	-3,4	-47,1	-34,8
Emprunts obligataires et notes	-17,8	-39,8	-1,7	-39,3	-29,6
Papiers monétaires	-0,1	-4,2	-1,6	-7,8	-5,2
Titres de participation	-3,7	-26,3	-34,3	-25,2	-11,9
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	14,9	8,9	17,8	3,2	11,4
Titres de créance	2,3	0,6	2,5	0,1	2,6
Emprunts obligataires et notes	2,3	0,5	2,3	-0,8	0,0
Papiers monétaires	n.d.	0,1	0,2	0,9	2,6
Titres de participation	12,5	8,2	15,3	3,1	8,8
Autres mouvements de capitaux solde	-23,2	41,5	16,4	26,5	-4,2
Crédits des banques commerciales, solde	-16,7	27,5	11,0	18,5	-32,5
Crédits à l'étranger	-66,0	-116,1	-140,4	46,5	-91,1
Crédits à des banques	-61,1	-106,4	-123,6	42,5	-93,9
Autres crédits	-4,8	-9,7	-16,8	4,0	2,8
Crédits de l'étranger	49,3	143,6	151,4	-27,9	58,7
Crédits de banques	39,2	134,6	159,3	-29,1	48,8
Autres crédits	10,1	9,0	-7,8	1,2	9,9
Crédits des entreprises ² , solde	-5,4	3,1	-1,2	-8,9	-11,7
Crédits à l'étranger	-14,4	2,0	-13,9	-11,5	-10,8
Crédits de l'étranger	9,0	1,1	12,8	2,6	-0,9
Crédits des collectivités publiques, solde	0,3	0,2	0,0	0,0	0,3
Autres investissements, solde	-1,4	10,7	6,5	16,8	39,6
Réserves monétaires total³	-1,1	2,8	6,7	-1,1	-3,7
Variation des avoirs à l'étranger	-0,2	-1,3	6,7	-1,1	-3,7
Compensation pour les ajustements de valeur	-0,9	4,1	.	.	.
IV. Erreurs et omissions nettes poste résiduel	7,3	4,7	-7,7	20,7	17,5

1 Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

3 Depuis l'an 2000, ces données sont calculées à partir des flux, conformément aux recommandations du FMI. Jusqu'en 1999, elles étaient tirées, selon les recommandations alors applicables, des variations des stocks, ce qui nécessitait une compensation pour les variations de la position extérieure qui n'étaient pas dues à des transactions.

* Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

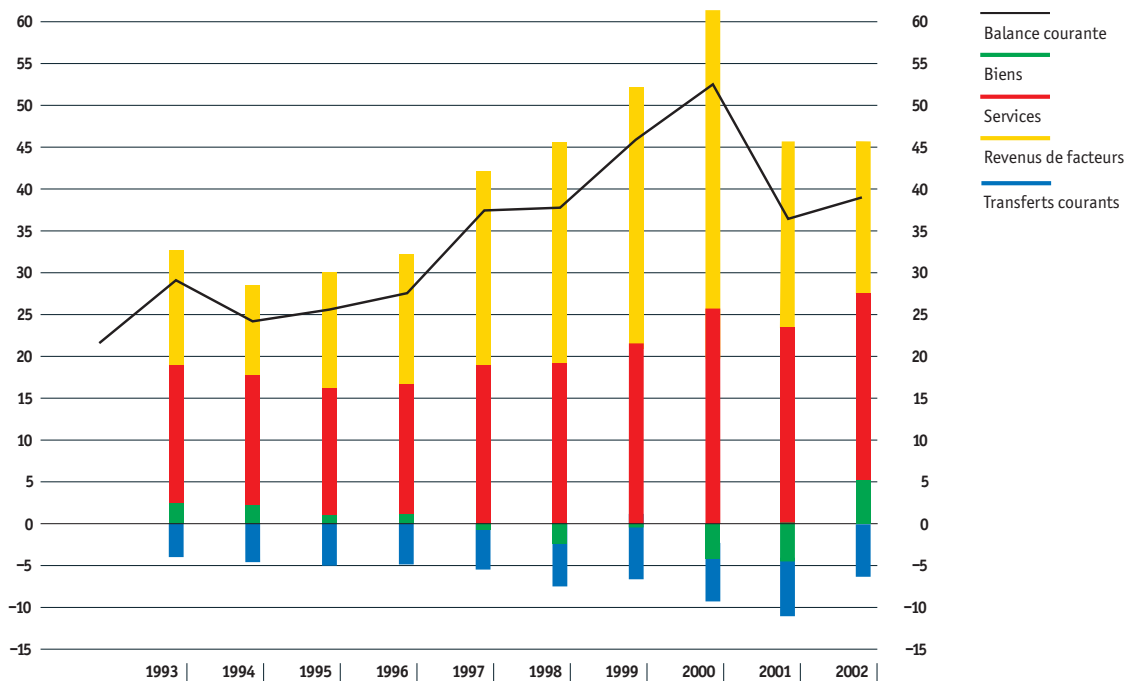
n.d.: donnée non disponible

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes a dégagé un excédent de 39 milliards de francs en 2002, soit un montant dépassant de 2 milliards le solde actif de l'année précédente. Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut, le solde actif de la balance des transactions courantes a augmenté d'une année à l'autre, passant de 8,7% à 9,3%. Ainsi, ce taux est une nouvelle fois élevé en comparaison internationale. Deux évolutions – passage d'un solde passif à un solde actif dans les échanges de biens et fléchissement du solde actif des revenus de capitaux – ont influé sensiblement sur le solde de la balance des transactions courantes. Les importations de biens ayant fortement diminué du fait de la conjoncture, les échanges de biens ont dégagé un excédent de 5 milliards de

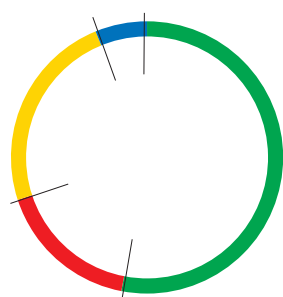
Excédent substantiel des échanges de biens – recul du solde des revenus de capitaux

Balance des transactions courantes soldes en milliards de francs Graphique 1



Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes en 2002

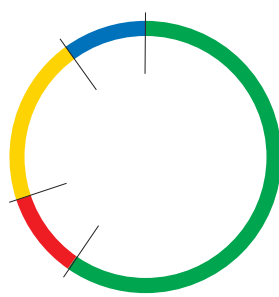
Graphique 2



Structure des recettes en %

Biens 53
 Services 17
 Revenus de facteurs 24
 Transferts courants 6

Total:
 271 milliards de francs



Structure des dépenses en %

Biens 60
 Services 10
 Revenus de facteurs 20
 Transferts courants 10

Total:
 232 milliards de francs

francs, après un déficit de près de 5 milliards en 2001. Dans les échanges de services, tant les exportations que les importations ont marqué des replis. D'une année à l'autre, le solde actif de la balance des services est resté cependant inchangé à 22 milliards de francs. L'excédent des revenus de facteurs – revenus du travail et de capitaux – a diminué, passant de 26 milliards en 2001 à 18 milliards de francs l'année suivante. Les taux d'intérêt bas et les revenus moindres que les entreprises suisses ont tirés de leurs implantations à l'étranger ont entraîné un recul des rentrées au titre des revenus de capitaux. Les dépenses de la Suisse dans le même domaine ont elles aussi régressé. Ainsi, le solde actif des revenus de capitaux s'est établi à 27 milliards de francs, contre 34 milliards en 2001.

2 Balance des transactions courantes, depuis 1993

	Recettes	Dépenses	Solde	Solde en % du produit intérieur brut
	en milliards de francs	en milliards de francs	en milliards de francs	
1993	169,4	140,6	28,8	8,2
1994	170,4	146,5	23,9	6,7
1995	171,5	146,3	25,2	6,9
1996	179,1	151,9	27,2	7,4
1997	205,6	168,7	37,0	10,0
1998	227,7	189,9	37,8	10,0
1999	254,7	209,0	45,7	11,8
2000	308,0	254,5	53,5	13,2
2001	298,8	262,5	36,2	8,7
2002	270,5	231,9	38,6	9,3

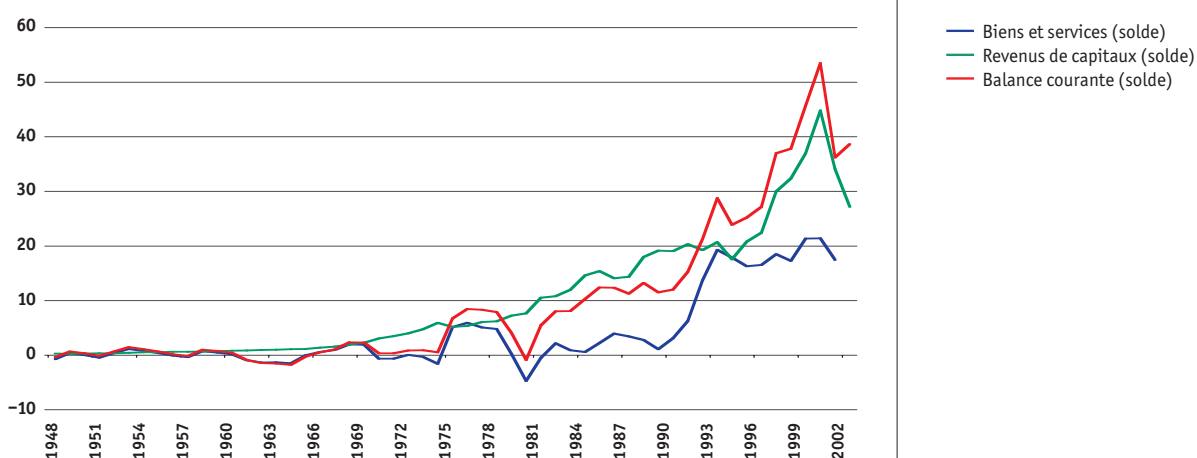
Evolution à long terme du solde de la balance courante

Depuis que la balance des transactions courantes est dressée, soit depuis 1947, elle a dégagé 46 excédents annuels et 10 déficits. En 2000, elle a enregistré son solde actif le plus élevé, les recettes dépassant de 54 milliards de francs les dépenses. L'excédent a sensiblement diminué au cours des deux années suivantes. Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut nominal (PIB), le solde de la balance courante a fluctué fortement entre 1948 et le début des années quatre-vingt; pour cette période, sa moyenne est d'environ 1%. Par la suite, il a augmenté sensiblement pour atteindre 13% en 2000. Sur l'ensemble de la période, il a eu tendance à progresser.

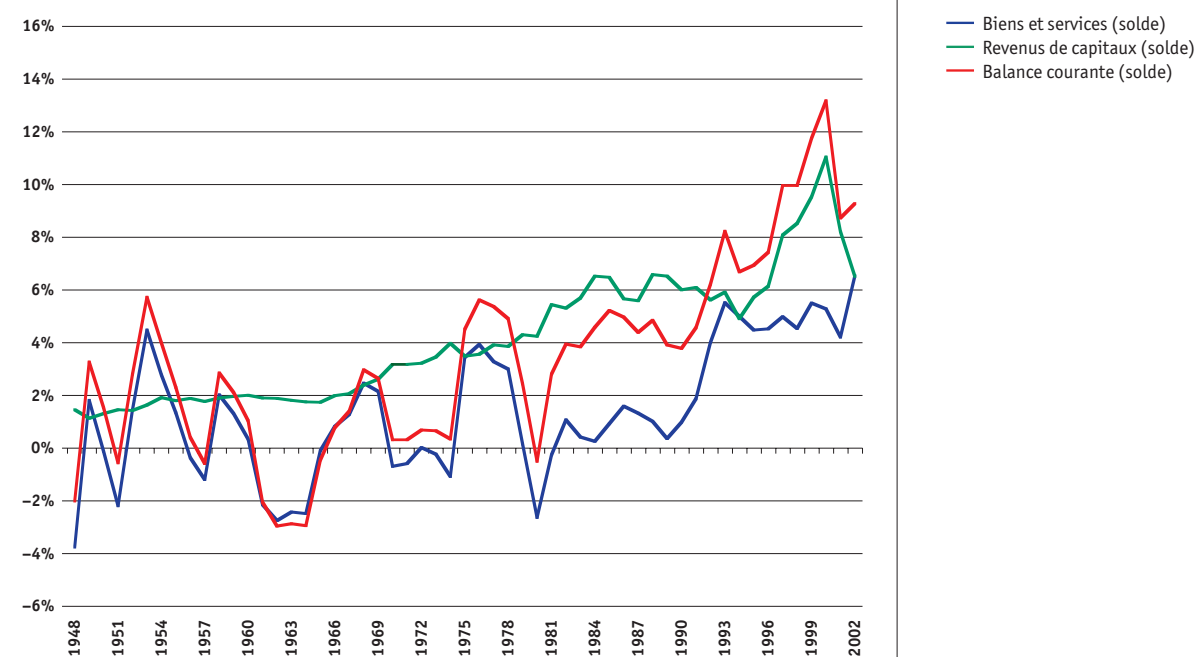
Jusqu'au début des années quatre-vingt, les fluctuations du solde des échanges de biens et de services ont joué un rôle déterminant dans l'évolution du solde de la balance courante. Les taux de croissance élevés du PIB au début des années soixante et des années septante – surchauffe de la conjoncture – ont engendré des excédents d'importations dans les échanges de biens et de services. En revanche, ces échanges ont été équilibrés ou positifs dans les années où la croissance marquait un repli ou était négative. En moyenne des années 1950 à 1990, la balance des biens et services a été équilibrée. Depuis les années nonante, elle a toujours dégagé des soldes actifs. Même dans les phases de forte croissance, les échanges de biens et de services ont enregistré des excédents relativement élevés. Ces excédents ont découlé probablement de l'écart entre l'évolution des prix à l'exportation et celle des prix à l'importation. Dans les années nonante, les prix ont augmenté nettement plus à l'exportation qu'à l'importation. Cela signifie que, pour la Suisse, les termes de l'échange se sont améliorés.

Les excédents au titre des revenus de capitaux ont eux aussi influé fortement sur l'évolution du solde de la balance courante. Ils se sont accumulés presque sans interruption entre 1950 et 2000. Leur progression constante s'explique par l'augmentation de la position extérieure nette de la Suisse (actifs à l'étranger, moins passifs envers l'étranger). La tendance à la hausse des taux d'intérêt jusqu'à la fin des années quatre-vingt a elle aussi contribué à cette progression. Les actifs suisses à l'étranger étant plus élevés que les passifs suisses envers l'étranger, une hausse des taux d'intérêt a des répercussions relativement plus fortes du côté des rentrées d'intérêts que de celui des sorties d'intérêts. Cette évolution a cependant pris fin abruptement en 2001. La forte baisse des taux d'intérêt a nettement réduit l'excédent des revenus de capitaux, tant en 2001 qu'en 2002.

Influence des composantes sur le solde de la balance des transactions courantes en milliards de francs Graphique 3



Balance des transactions courantes Soldes en % du produit intérieur brut Graphique 4



Biens

Fort recul des importations

En 2002, le commerce extérieur suisse a marqué un repli à la suite de la conjoncture toujours morose, tant en Suisse qu'à l'étranger. En valeur, les importations de biens (commerce spécial, sans les métaux précieux, les pierres gemmes, les objets d'art et les antiquités) ont diminué de 5%, alors qu'elles avaient augmenté légèrement en 2001. En volume, leur recul a été de 3%. Du côté des exportations de biens, on note une régression de 1% en valeur, mais une progression de 2% en volume.

Exportations élevées dans la chimie, mais en recul dans l'industrie des machines

Les plus importantes branches exportatrices ont connu des évolutions fort diverses. En ce qui concerne la chimie, soit la principale branche exportatrice, l'industrie pharmaceutique en particulier a pu accroître une nouvelle fois ses ventes à l'étranger. Les exportations d'instruments de précision ont elles aussi continué à progresser. Les livraisons à l'étranger de l'industrie horlogère ont stagné, après une légère hausse en 2001. L'industrie des machines et de l'électronique – la deuxième branche exportatrice – ainsi que l'industrie des métaux ont enregistré un nouveau recul de leurs exportations, recul qui a été encore plus marqué qu'en 2001.

Exportations: progression vers les Etats-Unis et recul vers l'UE

Contrairement à l'année précédente, les livraisons aux Etats-Unis ont augmenté, et les exportations vers l'UE ont diminué. Les livraisons à l'Allemagne, le plus important partenaire commercial de la Suisse, ont reculé de 8%. Les exportations vers la France et l'Italie ont en revanche progressé. Les pays en transformation ont eux aussi accru leurs achats de produits suisses, les ventes à la Chine ayant enregistré la plus forte hausse. Par contre, les pays en développement et les économies émergentes – à l'exception des pays de l'OPEP – ont réduit leurs acquisitions de biens suisses.

Diminution des importations dans presque toutes les catégories de biens et en provenance de presque toutes les zones économiques

La demande globale ayant encore faibli en Suisse, les importations ont régressé dans toutes les catégories de biens, à l'exception des biens de consommation. Dans les biens de consommation, seules les importations de médicaments ainsi que d'articles de bijouterie et de joaillerie ont augmenté. La répartition géographique montre que les importations provenant de presque toutes les zones économiques ont diminué. Seules les livraisons des pays en transformation ont marqué une hausse.

Autres biens et énergie électrique

Dans l'évolution des autres biens, les métaux précieux et les pierres gemmes, qui sont soumis à de fortes fluctuations et à des effets particuliers, ont joué un rôle déterminant. La substantielle diminution des importations d'autres biens est due aux métaux précieux. En 2001, la Suisse avait acheté d'importantes quantités de palladium à la Russie. Du côté de l'énergie électrique, le solde actif des échanges s'est inscrit à 1 milliard de francs, comme en 2001.

3 Biens

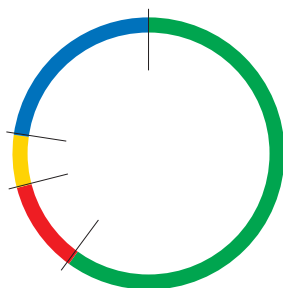
	1998	1999	2000	2001	2002	Variation par rapport à 2001
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Commerce spécial¹						
Exportations	109113	114446	126549	131717	130381	-1,0
Importations	106866	113416	128615	130052	123125	-5,3
Solde	2247	1030	-2066	1665	7256	
Energie électrique						
Exportations	2022	2069	1944	2963	2509	-15,3
Importations	1346	1462	1475	1896	1488	-21,5
Solde	677	607	469	1067	1021	
Autres biens²						
Exportations	7215	8651	15053	11225	10577	-5,8
Importations	12467	10564	17673	18607	13692	-26,4
Solde	-5253	-1913	-2620	-7382	-3115	
Total						
Exportations	118350	125166	143546	145905	143466	-1,7
Importations	120679	125442	147763	150555	138305	-8,1
Solde	-2329	-276	-4217	-4650	5162	

1 Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les autres biens.

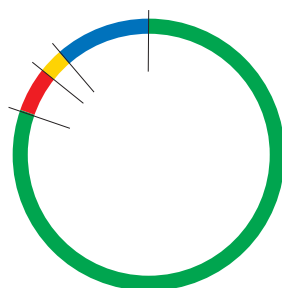
2 Depuis 2000, le perfectionnement à façon figure en données brutes dans les autres biens.

Commerce extérieur en 2002: répartition géographique

Graphique 5



Exportations de biens
en %



Importations de biens
en %



Services

Tourisme: baisse des recettes...

D'une année à l'autre, les recettes tirées du tourisme ont diminué de 4% pour s'inscrire à 12 milliards de francs. Les nuitées des hôtes étrangers dans les hôtels et établissements de cure ont fléchi de 8%. La clientèle allemande – l'Allemagne est le pays d'où provient le plus grand nombre de touristes – a marqué un recul de 12%. Les nuitées des touristes américains et japonais ont même chuté de 15%. Dans la parahôtellerie également, l'évolution a été négative. Plusieurs facteurs ont contribué à ces résultats médiocres. L'évolution décevante de la conjoncture et la fermeté du franc sur les marchés des changes ont empêché une reprise du tourisme transfrontière, après l'effondrement que les voyages à l'étranger avaient subi vers la fin de 2001. De plus, la situation géopolitique – insécurité – a dissuadé de nombreuses personnes de voyager à l'étranger. En revanche, les recettes découlant des séjours dans les hôpitaux et les cliniques ainsi que des séjours d'études ont enregistré une progression relativement forte. L'accroissement des recettes tirées du trafic journalier et de transit s'explique par une modification de la réglementation douanière. Les dépenses de consommation des personnes résidant dans les zones frontalières sont prises en compte dans le trafic journalier et de transit, alors qu'elles étaient comptabilisées précédemment dans les autres services touristiques.

...et des dépenses

La conjoncture morose en Suisse a entraîné une diminution de 2% des dépenses pour des séjours de vacances et d'affaires à l'étranger; ces dépenses ont porté sur 10 milliards de francs en 2002. Le vigoureux accroissement des dépenses dans le trafic journalier et de transit est dû, comme du côté des recettes, à la modification de la réglementation douanière. D'une année à l'autre, le solde actif de la balance touristique est resté inchangé à 2 milliards de francs, les recettes et les dépenses ayant toutes deux diminué.

Vive croissance des exportations de services des compagnies d'assurances et...

Les recettes au titre des compagnies d'assurances – primes encaissées, après déduction des prestations versées à la suite de sinistres – ont doublé, passant de 2 milliards à 4 milliards de francs. Les primes d'assurances ont été relevées massivement après les attentats terroristes aux Etats-Unis. Les rentrées ont donc progressé très fortement. Les sorties (prestations versées à la suite de sinistres), qui avaient marqué une vive hausse en 2001, se sont repliées sensiblement. Aussi les exportations nettes de services des assurances se sont-elles accrues dans une mesure particulièrement forte.

...des opérations de commerce en transit

Les recettes découlant des opérations de commerce en transit ont progressé de plus de 50% pour atteindre 2 milliards de francs. La hausse des prix des matières premières et l'arrivée en Suisse de nouvelles entreprises sont à l'origine de cette augmentation.

Recul dans les transports internationaux

Du fait de la morosité de la conjoncture sur le plan mondial, les transports internationaux de biens ont diminué. En outre, les transports de personnes ont subi les effets du recul des voyages internationaux. Les exportations et importations de services liés à ces transports ont par conséquent fléchi. Les recettes de la Suisse se sont repliées d'un tiers, et les dépenses, d'un quart.

Les opérations de commissions des banques ont marqué un nouveau repli. Les commissions que les comptoirs en Suisse des banques ont tirées de l'étranger ont porté sur un montant inférieur de 12% à celui de 2001. La plupart des composantes ont contribué à ce fléchissement. A la suite de la faiblesse des investissements, le recul a été particulièrement fort dans les opérations sur titres (émissions et négoce), dans la gestion de fortune et dans le domaine de la banque d'affaires.

Les recettes et les dépenses découlant des services à contenu technologique se sont fortement accrues du fait principalement des licences et brevets. Les premières ont progressé d'un quart environ pour atteindre 7 milliards de francs, et les secondes ont augmenté d'un cinquième, passant elles aussi à 7 milliards.

Au total, les recettes au titre des services se sont établies à 46 milliards de francs, contre 47 milliards en 2001. Quant aux dépenses, elles ont diminué de 4% pour se chiffrer à 24 milliards de francs. Ainsi, le solde actif de la balance des services est resté inchangé à 22 milliards de francs.

L'apathie des marchés financiers pèse sur les commissions bancaires

Vigueur des échanges de services à contenu technologique

Stagnation du solde actif de la balance des services

4 Services

	1998	1999	2000	2001	2002	Variation par rapport à 2001
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Tourisme total						
Recettes	11586	11767	13134	12676	12231	-3,5
Dépenses	9879	10175	10718	10557	10306	-2,4
Solde	1707	1592	2416	2119	1925	
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	8158	8338	9100	8753	8347	-4,6
Dépenses	8421	8698	9209	9042	8856	-2,1
Solde	-263	-360	-109	-289	-509	
Trafic journalier et de transit						
Recettes	2263	2329	2778	2569	2832	10,2
Dépenses	1051	1070	1102	1097	1431	30,5
Solde	1213	1259	1676	1472	1401	
Autres services touristiques						
Recettes	413	341	369	367	. ³	.
Dépenses	390	390	390	400	. ³	.
Solde	23	-49	-21	-33	. ³	
Dépenses de consommation des frontaliers						
Recettes	751	759	887	988	1053	6,5
Dépenses	17	17	18	19	19	3,2
Solde	734	742	869	969	1033	
Assurances privées						
Recettes	2277	2852	2441	1796	3730	107,7
Dépenses	100	125	125	125	133	6,1
Solde	2177	2727	2316	1671	3597	
Opérations de commerce en transit						
Recettes	1047	1362	1439	1292	1974	52,8
Transports total¹						
Recettes	6300	6623	7664	7491	5046	-32,6
Dépenses	5084	5239	5940	5477	4077	-25,6
Solde	1216	1384	1724	2014	970	
Personnes						
Recettes	3185	3450	3952	4241	2822	-33,5
Dépenses	2812	2824	3284	3278	2596	-20,8
Solde	373	626	668	964	226	
Marchandises						
Recettes	1121	1082	1361	1077	750	-30,4
Dépenses ²	0	0	0	0	0	
Solde	1121	1082	1361	1077	750	
Autres services en matière de transports						
Recettes	1994	2092	2351	2173	1474	-32,1
Dépenses	2271	2415	2655	2199	1480	-32,7
Solde	-277	-324	-304	-27	-6	

	1998	1999	2000	2001	2002	Variation par rapport à 2001
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	903	1267	1485	1296	1283	-1,1
Dépenses	1123	1229	1495	1561	1357	-13,1
Solde	-220	38	-11	-265	-74	
Autres services total¹						
Recettes	16643	18880	22614	22189	21526	-3,0
Dépenses	2995	4368	4893	6909	7860	13,8
Solde	13647	14512	17721	15280	13665	
Commissions bancaires						
Recettes	9975	11978	14607	12874	11317	-12,1
Dépenses	733	845	1322	1099	924	-15,9
Solde	9242	11132	13286	11775	10393	
Services à contenu technologique						
Recettes	4328	4160	4846	5456	6755	23,8
Dépenses	1940	3208	3250	5486	6624	20,7
Solde	2388	953	1596	-31	131	
Divers services						
Recettes	2340	2742	3160	3860	3453	-10,5
Dépenses	323	315	321	324	312	-3,8
Solde	2017	2427	2839	3536	3141	
Total						
Recettes	38755	42750	48776	46741	45790	-2,0
Dépenses	19181	21136	23171	24629	23732	-3,6
Solde	19574	21615	25604	22113	22057	

- 1 Les autres services en matière de transports, qui sont liés aux transports aériens et ferroviaires, ont été transférés des autres services aux transports.
- 2 Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.
- 3 Depuis 2002 les autres services touristiques sont inclus dans le trafic journalier et de transit.

Revenus du travail et de capitaux

Revenus du travail en hausse

Les organisations internationales en Suisse et les représentations diplomatiques sont considérées comme des entités extraterritoriales et, partant, comme des non-résidents. Dans les revenus du travail, les recettes portent essentiellement sur les salaires bruts que perçoivent les personnes au service des organisations internationales en Suisse. Ces recettes ont progressé de 3%, passant à 2 milliards de francs. Les dépenses au titre des revenus du travail sont constituées en majeure partie des rémunérations versées aux frontaliers étrangers. Le nombre des frontaliers a augmenté à la suite de l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation, un des accords bilatéraux conclus avec l'UE. Ainsi, les rémunérations des travailleurs frontaliers étrangers se sont accrues de 7% pour atteindre 11 milliards de francs.

Repli sensible des revenus nets tirés des placements de capitaux

Les recettes au titre des placements de capitaux suisses à l'étranger ont porté sur 63 milliards de francs, soit un montant inférieur de plus d'un quart à celui de l'année précédente. Les dépenses au titre des placements de capitaux étrangers en Suisse ont quant à elles fléchi d'un tiers pour s'établir à 35 milliards de francs. Le solde traditionnellement actif des revenus de capitaux a ainsi diminué, passant de 34 milliards en 2001 à 27 milliards de francs l'année suivante.

Recul des revenus tirés des investissements de portefeuille et des investissements directs

Les revenus tirés des investissements de portefeuille à l'étranger se sont établis à 23 milliards de francs, soit à un montant inférieur de 7% à celui de l'année précédente. De leur côté, les revenus découlant des investissements directs suisses à l'étranger ont fléchi, passant de 32 milliards en 2001 à 19 milliards de francs l'année suivante. Les mauvais résultats des filiales à l'étranger d'entreprises suisses ont joué un rôle déterminant dans cette évolution. Les bénéficiaires réinvestis ont été ainsi négatifs, à hauteur de 7 milliards de francs.

Excédent accru dans les opérations d'intérêts des banques

Les dépenses ont diminué beaucoup plus que les recettes dans les opérations d'intérêts des banques avec la clientèle et des banques à l'étranger. Le solde actif des opérations d'intérêts des banques a par conséquent augmenté fortement, après avoir fléchi au cours des quatre années précédentes. Etant donné que les fonds fiduciaires placés à l'étranger ont diminué et que les taux d'intérêt ont continué leur mouvement de repli, les revenus tirés de ces placements ont chuté. Le produit des placements de devises de la Banque nationale a régressé lui aussi du fait de l'évolution des taux d'intérêt.

Diminution des dépenses au titre des placements de capitaux étrangers en Suisse

Les intérêts et dividendes versés sur les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont porté sur 12 milliards de francs; par rapport à l'année précédente, ils se sont repliés de 16%. Les dépenses au titre des investissements directs étrangers en Suisse se sont établies à 8 milliards de francs, soit à un montant inférieur de plus d'un tiers à celui de 2001. Les filiales, succursales et participations que des investisseurs étrangers ont en Suisse avaient enregistré une forte dégradation de leurs résultats en 2001. Cela explique pourquoi les dividendes distribués en 2002 ont été inférieurs d'un tiers à ceux de l'année précédente. Les bénéficiaires réinvestis ont stagné à leur bas niveau de 2001.

5 Revenus du travail et de capitaux

	1998	1999	2000	2001	2002	Variation par rapport à 2001
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Revenus du travail						
Recettes	1569	1623	1679	1984	2035	2,6
Dépenses	8012	8097	9460	10538	11229	6,6
Solde	-6443	-6475	-7781	-8554	-9193	
Revenus de capitaux total						
Recettes	65016	73651	102375	87709	62537	-28,7
Dépenses	32655	36666	57556	53675	35443	-34,0
Solde	32360	36985	44819	34033	27094	
Investissements de portefeuille						
Recettes	17919	21687	24509	24605	22941	-6,8
Dépenses	7991	9915	12042	13724	11577	-15,6
Solde	9928	11772	12467	10881	11364	
Investissements directs						
Recettes	26134	34931	44103	31531	18864	-40,2
Dépenses	11674	15674	17761	12836	8339	-35,0
Solde	14460	19257	26342	18695	10525	
Autres placements						
Recettes	20962	17033	33763	31573	20731	-34,3
Dépenses	12991	11077	27753	27115	15527	-42,7
Solde	7972	5956	6010	4458	5205	
dont opérations d'intérêts des banques						
Recettes	16243	12911	29018	27464	17613	-35,9
Dépenses	12948	11039	27711	27075	15469	-42,9
Solde	3295	1872	1307	389	2144	
Total						
Recettes	66584	75273	104054	89692	64572	-28,0
Dépenses	40667	44763	67016	64213	46672	-27,3
Solde	25917	30510	37037	25480	17900	

Transferts courants

Stabilité des recettes...

En 2002, les transferts de l'étranger vers la Suisse ont totalisé 17 milliards de francs, soit un montant légèrement supérieur à celui de l'année précédente. Les transferts du secteur privé – ils portent principalement sur les primes encaissées par les assureurs privés – ont stagné d'une année à l'autre. Dans les transferts du secteur public, les recettes des assurances sociales ont augmenté, mais les impôts et taxes payés par l'étranger ont diminué.

...et des dépenses

D'une année à l'autre, les transferts de la Suisse vers l'étranger sont restés inchangés à 23 milliards de francs. Du côté des transferts du secteur privé, les prestations que les compagnies d'assurances ont versées à l'étranger à la suite de sinistres ont porté sur une somme moins élevée que l'année précédente. Les transferts de la main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs ayant un permis d'établissement, travailleurs à l'année et saisonniers) n'ont augmenté que légèrement. Les transferts du secteur public vers l'étranger ont atteint 7 milliards de francs, soit un montant dépassant de 5% le chiffre de 2001. Cet accroissement est dû principalement aux aides à l'étranger et aux contributions à des organisations internationales. Les rentes versées à des personnes à l'étranger par les assurances sociales et les remboursements de cotisations aux étrangers ont eux aussi progressé par rapport à l'année précédente.

6 Transferts courants

	1998	1999	2000	2001	2002	Variation par rapport à 2001
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Transferts du secteur privé total¹						
Recettes	406	7669	7074	11858	12264	3,4
Dépenses	3458	11585	10327	16775	16488	-1,7
dont transferts d'immigrés	2811	2837	2876	3070	3145	2,4
Solde	-3052	-3916	-3253	-4917	-4224	
Transferts du secteur public total						
Recettes	3633	3804	4502	4565	4407	-3,5
Dépenses	5918	6069	6191	6370	6696	5,1
Solde	-2284	-2265	-1689	-1805	-2289	
Assurances sociales						
Recettes	1318	1329	1500	1692	1806	6,7
Dépenses	4101	4176	4247	4565	4682	2,6
Solde	-2783	-2848	-2747	-2872	-2877	
Etat						
Recettes	2316	2475	3002	2873	2601	-9,5
Dépenses	1817	1892	1943	1805	2014	11,6
Solde	499	583	1059	1067	587	
Total						
Recettes	4039	11473	11576	16423	16670	1,5
Dépenses	9376	17653	16517	23145	23184	0,2
Solde	-5336	-6180	-4942	-6722	-6513	

1 Depuis 1999, les primes que les assurances privées suisses encaissent de l'étranger - abstraction faite des services d'assurance - et les prestations versées à l'étranger par ces assurances à la suite de sinistres sont comptabilisées dans les transferts courants.

Mouvements de capitaux

Importance accrue des placements à court terme dans les flux de capitaux

La faiblesse des investissements au niveau mondial a influé sur les mouvements de capitaux en 2002. Les investisseurs ont ainsi réagi à la croissance économique médiocre et aux mauvais résultats des entreprises. La situation géopolitique, encore plus tendue vers la fin de l'année, a elle aussi rendu le climat moins favorable aux investissements. Dans ces circonstances, les investisseurs ont marqué une nette préférence pour les placements à court terme. Les investissements de portefeuille, mais aussi les investissements directs qui dépendent plutôt d'aspects à long terme ont porté sur des flux en forte diminution d'une année à l'autre. Les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont cependant évolué à contre-courant; ils ont en effet bénéficié de la demande accrue de placements en francs et, partant, augmenté. Les investissements transfrontières opérés en 2002 ont été libellés en majorité en dollars des Etats-Unis. Les exportations nettes de capitaux ont porté sur 54 milliards de francs, contre 60 milliards en 2001.

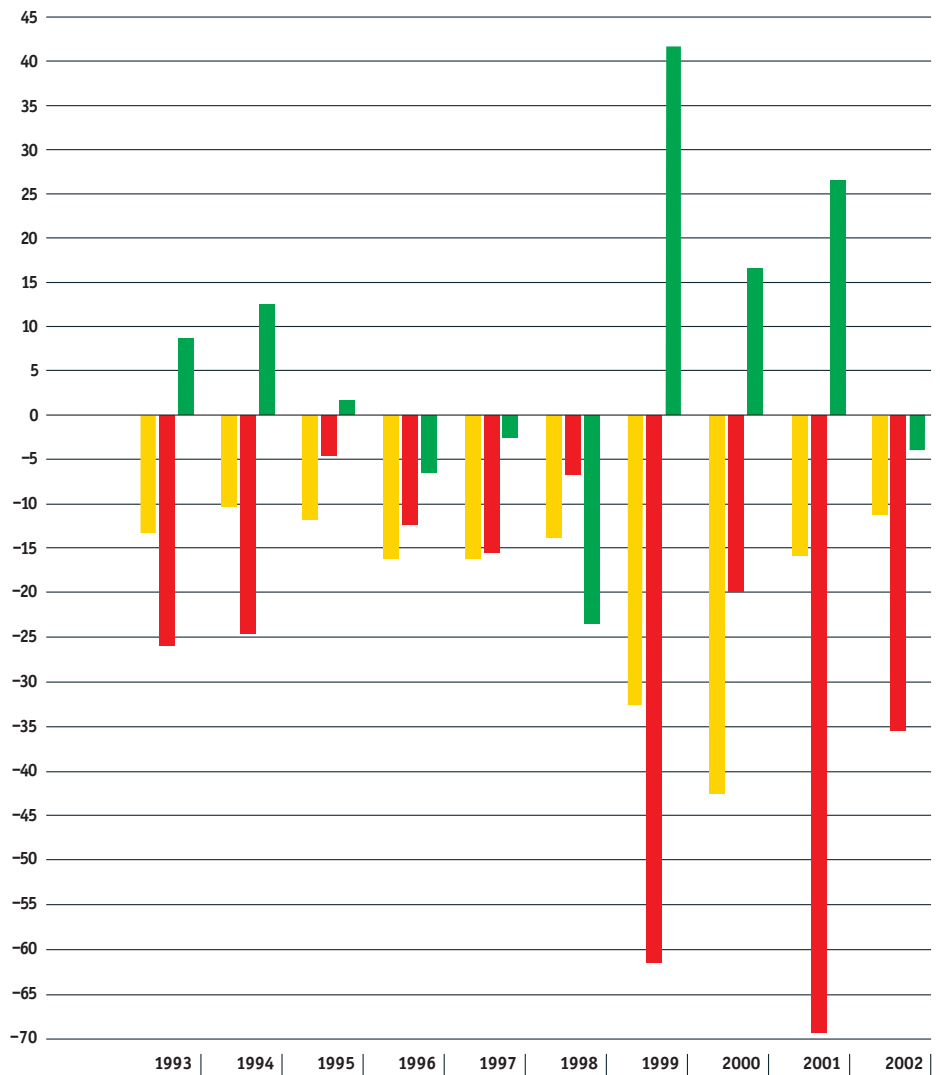
Mouvements de capitaux

sans la Banque nationale, soldes en milliards de francs

Graphique 6

Investissements directs (solde)
 Investissements de portefeuille (solde)
 Autres mouvements de capitaux (solde)

Le signe moins (-) indique des exportations nettes de capitaux



Investissements directs

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 16 milliards de francs, soit sur la moitié du montant enregistré en 2001. Elles ont même reculé de près de 80% par rapport à l'année 2000, année où les acquisitions transfrontières avaient atteint leur apogée. Les investissements directs à l'étranger sont ainsi tombés à un niveau qui n'avait plus été observé depuis 1995. Les acquisitions de participations, les crédits à des filiales à l'étranger et les bénéfiques maintenus dans les filiales à l'étranger (bénéfiques réinvestis) entrent dans la composition des investissements directs. Ces trois composantes ont marqué des évolutions divergentes. D'une année à l'autre, les acquisitions ont augmenté quelque peu pour atteindre 24 milliards de francs. Les crédits ont débouché sur une importation de capitaux de 1 milliard de francs. Les bénéfiques réinvestis ont été négatifs, à hauteur de 7 milliards de francs, à la suite des pertes subies par les filiales à l'étranger de banques et d'assurances.

En 2002, l'industrie a investi 15 milliards de francs, soit la plus grande part du flux vers l'étranger. Au cours des quatre années précédentes par contre, les investissements directs du secteur des services avaient été nettement supérieurs à ceux de l'industrie. Au sein de l'industrie, les investissements directs opérés en 2002 par la chimie ont porté sur 4 milliards de francs, et ceux du groupe «autres industries» ont atteint 9 milliards. Les investissements du secteur des services ont fléchi, passant de 18 milliards en 2001 à 1 milliard de francs l'année suivante. Les sociétés financières et holdings ont réduit considérablement leurs flux de capitaux vers l'étranger. Les branches des transports, des compagnies d'assurances et des «autres services» ont procédé à des désinvestissements en 2002. Dans la seconde moitié des années nonante, ces branches s'étaient signalées par le volume important de leurs investissements directs à l'étranger.

Les investissements directs suisses dans les pays de l'UE ont porté sur 7 milliards de francs, contre 11 milliards l'année précédente. Des capitaux ont été exportés pour 3 milliards de francs vers la Suède et pour 2 milliards tant vers les Pays-Bas que vers la Belgique. Les investisseurs par contre ont rapatrié 3 milliards de francs du Luxembourg. Les flux de capitaux vers les Etats-Unis ont diminué, passant de 9 milliards en 2001 à 4 milliards de francs l'année suivante. Le recul a découlé de désinvestissements dans le secteur financier. Quant aux exportations de capitaux vers les autres pays ou régions, elles ont pour la plupart marqué elles aussi des replis. Seuls les investissements dans les économies émergentes d'Asie, dans les pays de l'AELE et dans ceux d'Europe centrale et orientale ont progressé d'une année à l'autre. En ce qui concerne l'Europe centrale et orientale, les flux de capitaux se sont concentrés surtout sur les pays qui adhéreront à l'UE en 2004.

Les importations de capitaux aux fins d'investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrites à 5 milliards de francs, leur montant le plus bas depuis 1996. Elles avaient atteint 15 milliards de francs en 2001 et même 33 milliards en 2000. Leur recul est dû à la forte diminution des acquisitions de sociétés en Suisse. D'une année à l'autre, les revenus réinvestis sont restés inchangés à 1 milliard de francs. Les crédits au sein de groupes ont entraîné des importations de capitaux pour 3 milliards de francs, après 2 milliards d'exportations de capitaux en 2001.

Les importations de capitaux visaient presque exclusivement le secteur des services. En effet, 3 milliards de francs ont été investis dans des sociétés financières et holdings et 1 milliard dans des entreprises du commerce. Des désinvestissements pour 1 milliard de francs ont été observés dans la branche des assurances. Quant à l'industrie, elle a enregistré de faibles investissements étrangers dans la chimie et l'électronique et des désinvestissements du côté de la métallurgie et des machines ainsi que du groupe «autres industries».

Réduction de moitié des flux d'investissements directs vers l'étranger

Investissements directs de l'industrie supérieurs à ceux des services

Recul des exportations de capitaux, en particulier vers les Etats-Unis

Bas niveau des investissements directs étrangers en Suisse

Investissements directs presque uniquement dans les services

**Fort repli des flux
provenant des pays de l'UE**

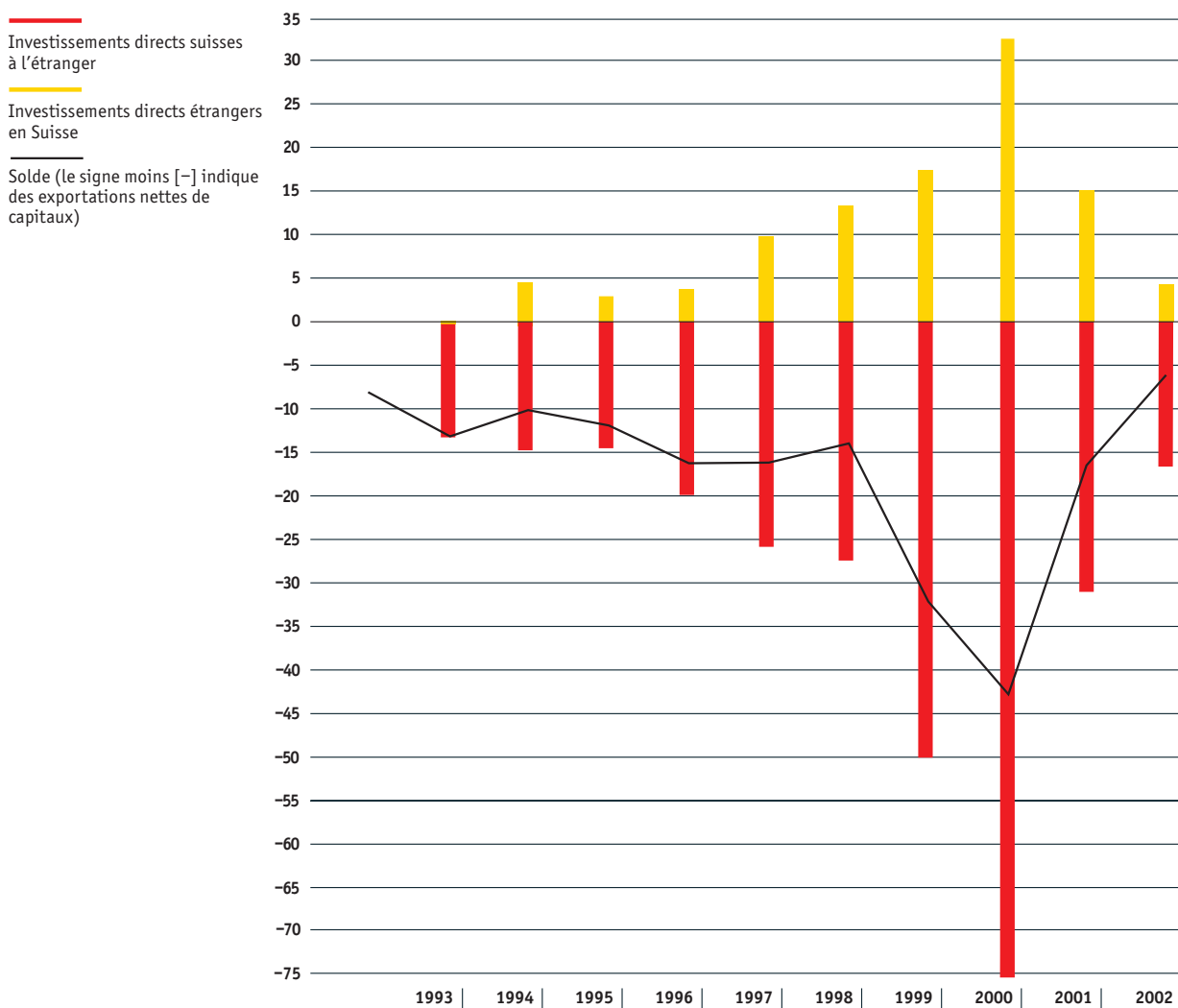
Selon la répartition par pays, les flux de capitaux venant de l'UE et du Japon ont chuté. Pour ce qui a trait à l'UE, on observe des tendances divergentes d'un pays à l'autre. La Suisse a bénéficié d'un apport de 2 milliards de francs venant de France. En outre, trois pays, le Royaume-Uni, le Luxembourg et les Pays-Bas, ont chacun investi près de 1 milliard. Par contre, des désinvestissements ont été opérés par l'Allemagne, la Belgique et le Danemark. En 2001 déjà, des investisseurs allemands avaient rapatrié des capitaux. Les Etats-Unis ont quant à eux investi 2 milliards de francs en Suisse, contre 3 milliards l'année précédente.

**Diminution des exporta-
tions nettes de capitaux**

Les investissements directs suisses à l'étranger et étrangers en Suisse ont engendré des exportations nettes de capitaux pour 11 milliards de francs, soit 5 milliards de moins qu'en 2001.

Investissements directs en milliards de francs

Graphique 7



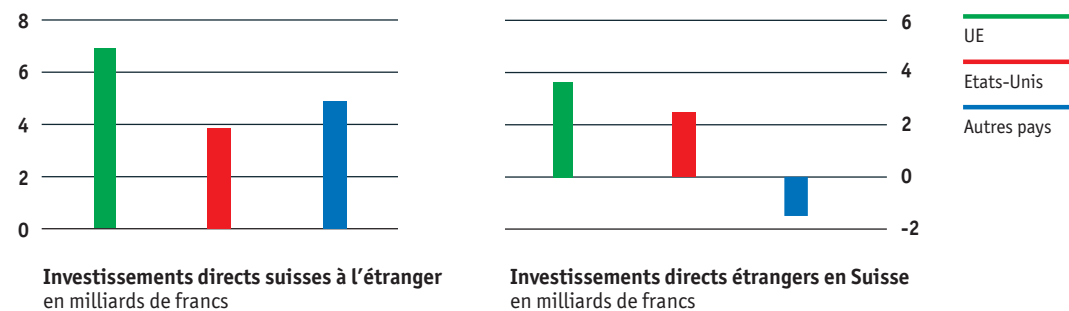
7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches¹

	1998	1999	2000	2001	2002
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Exportations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	9640	9477	23726	12668	14802
Textile et habillement	623	395	-90	-279	12
Chimie et plastique	5156	6430	17695	2283	4216
Métallurgie et machines	1421	659	173	4797	743
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-890	1007	2395	2278	971
Autres industries et construction	3329	986	3555	3588	8859
Services	17569	40509	51720	18213	892
Commerce	2376	2805	-656	825	1935
Sociétés financières et holdings	6559	14067	4813	7963	1986
dont sociétés financières et holdings en mains étrangères ³	3870	11480	2519	7038	535
Banques	-321	6082	31059	-928	-1
Assurances	8034	9910	14042	7493	-516
Transports et communications	859	3524	196	1521	-1384
Autres services	62	4121	2266	1339	-1128
Total	27209	49986	75446	30881	15693

- 1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.
- 2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
- 3 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs en 2002: répartition géographique

Graphique 8



7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique¹

	1998	1999	2000	2001	2002
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Exportations de capitaux² en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	16090	38128	63693	22840	13591
UE	10154	21359	23537	10561	7058
Belgique	349	1179	4429	-561	1722
Danemark	-31	280	-167	-30	66
Allemagne	889	5799	-1113	5419	297
Finlande	224	126	263	145	-29
France ³	333	827	-933	-1581	1109
Grèce	205	179	355	163	244
Irlande	-54	5446	1303	-4713	143
Italie	-197	192	-222	1958	1046
Luxembourg	1651	-47	3440	7825	-2847
Pays-Bas	1003	1716	3227	-632	1530
Autriche	344	515	100	395	421
Portugal	-69	561	1594	263	-25
Suède	844	-656	328	-170	3006
Espagne	377	-545	97	1379	455
Royaume-Uni ⁴	4287	5788	10836	702	-80
AELE	-93	362	-1208	242	791
Europe centrale et orientale	1175	1174	1095	1583	1708
dont					
Croatie	70	-44	16	21	7
Pologne	208	473	586	202	-175
Fédération de Russie	335	599	-7	696	129
Slovaquie	21	38	13	9	52
République tchèque	356	-64	183	275	57
Hongrie	-76	100	77	170	24
Reste de l'Europe⁵	-449	744	5954	-30	135
dont					
Turquie	296	-95	-242	-158	281
Amérique du Nord	4458	13640	34232	10014	4255
Canada	1232	83	553	687	356
Etats-Unis	3226	13557	33678	9327	3899
Autres pays industrialisés non européens	845	850	83	470	-356
Australie	572	322	-267	-67	299
Japon	124	628	336	465	-437
Nouvelle-Zélande	11	-215	-3	18	-10
Afrique du Sud	138	116	18	54	-209

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

6 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

1998	1999	2000	2001	2002
			Chiffres révisés	Chiffres provisoires

Exportations de capitaux² en millions de francs

2. Economies émergentes	6932	6244	2014	802	213
Asie	5689	4949	838	359	959
Hong Kong	447	665	-63	249	-203
Corée (Sud)	283	179	184	86	-9
Malaisie	102	227	-25	72	-34
Philippines	1169	57	313	98	-21
Singapour	3173	3811	222	-388	1050
Taiwan	121	92	160	34	5
Thaïlande	395	-82	46	206	171
Amérique centrale et du Sud	1243	1295	1177	443	-747
Argentine	321	-103	48	471	-463
Brésil	446	844	246	-806	-497
Chili	-178	17	-27	-163	1
Mexique	654	537	910	941	212
3. Pays en développement	4187	5614	9739	7239	1890
Asie	441	-21	251	630	-10
dont					
Chine (Rép. pop.)	123	-143	212	180	-28
Inde	29	-59	-43	139	79
Indonésie	90	10	-22	156	35
Liban	-2	-13	-143	12	17
Pakistan	-17	7	59	42	18
Arabie saoudite	-2	60	-83	-6	7
Émirats arabes unis	11	19	85	55	-64
Vietnam	-2	-18	-33	-19	-43
Amérique centrale et du Sud	3645	5343	9233	6535	1965
dont					
Costa Rica	-26	0	-17	13	17
Équateur	10	20	23	55	42
Guatemala	-4	22	-97	-8	19
Colombie	387	115	-109	-70	-111
Pérou	-25	47	57	36	-12
Uruguay	284	291	299	90	155
Venezuela	61	11	127	176	-239
Centres financiers offshore ⁶	2991	4703	8794	6379	1513
Afrique	102	293	255	74	-65
dont					
Égypte	57	93	11	82	48
Côte d'Ivoire	51	-26	-47	-20	-90
Maroc	-12	2	-30	37	23
Nigéria	5	-7	4	8	3
Ensemble des pays	27209	49986	75446	30881	15693

8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches¹

	1998	1999	2000	2001 Chiffres révisés	2002 Chiffres provisoires
Importations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	3069	2944	16380	-1728	358
Chimie et plastique	3029	361	3119	271	212
Métallurgie et machines	28	-710	7992	-39	-175
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-55	2312	3239	-2441	362
Autres industries et construction	69	983	2030	481	-40
Services	9894	14659	16139	16773	4184
Commerce	971	1750	2231	675	828
Sociétés financières et holdings	5165	5520	5156	5661	3441
Banques	2253	65	2626	2545	73
Assurances	1220	4707	1917	1721	-1409
Transports et communications	66	1853	3552	6177	747
Autres services	218	764	656	-6	505
Total	12963	17603	32519	15045	4542

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique¹

	1998	1999	2000	2001	2002
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Importations de capitaux² en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	11763	17459	31355	14701	4663
UE	5625	9224	12939	11484	3469
dont					
Belgique	-50	177	226	169	-267
Danemark	27	-52	873	1840	-108
Allemagne	2715	2907	4022	-1432	-568
France ³	-393	615	587	938	2235
Italie	1584	476	1954	299	132
Luxembourg	505	431	2852	894	609
Pays-Bas	1612	-1183	538	7505	346
Autriche	38	114	266	23	47
Suède	75	-1	62	-48	235
Espagne	-113	475	102	50	32
Royaume-Uni ⁴	-378	5238	1330	1219	869
AELE	0	3	30	-26	133
Reste de l'Europe⁵	22	23	52	53	-1011
dont					
Turquie	22	23	26	1	20
Amérique du Nord	6509	9669	18443	2869	2278
Canada	-55	-189	7832	-454	-148
Etats-Unis	6564	9858	10611	3323	2426
Autres pays industrialisés non européens	-383	-1464	-80	313	-208
dont					
Japon	-457	-1509	-37	278	-255
2. Economies émergentes	-10	-11	814	181	12
3. Pays en développement	1211	155	351	162	-133
Asie	-47	44	20	22	-222
dont					
Israël	36	36	-8	14	-310
Amérique centrale et du Sud	1255	109	322	136	85
Afrique	3	3	9	5	5
Ensemble des pays	12963	17603	32519	15045	4542

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

Investissements de portefeuille

Repli des taux d'intérêt et baisse des cours des actions à l'étranger, mais aussi...

En 2002, les marchés financiers internationaux ont été caractérisés par un repli des taux d'intérêt, une baisse des cours des actions et une diminution des émissions de titres. Les cours des actions ont fléchi sur toutes les principales places boursières. Le volume net des capitaux levés sur les marchés financiers internationaux a régressé une nouvelle fois; la part de l'euro a continué à augmenter au détriment de la livre sterling et du yen japonais. En 2002, la valeur extérieure du franc, pondérée par le commerce extérieur, a augmenté de 5% en termes nominaux et de 3,5% en termes réels.

...en Suisse

Les marchés suisses ont connu une évolution semblable. Les cours des actions de presque toutes les branches ont continué à fléchir. Les taux d'intérêt à long terme se sont repliés dans le sillage de la baisse des taux à court terme. Le prélèvement net opéré sur le marché suisse des capitaux par les émissions publiques d'actions et d'obligations a augmenté, alors qu'une diminution a été observée sur le plan international. Cette augmentation a découlé de l'accroissement des émissions nettes d'emprunts en francs de débiteurs étrangers. Le recours net au marché par les émetteurs suisses a fortement reculé; dans le segment des actions, les remboursements ont atteint une somme supérieure à celle des émissions du fait des réductions de capital auxquelles les grandes banques ont procédé.

Investissements de portefeuille à l'étranger en baisse d'un tiers

Les exportations de capitaux en vue d'investissements de portefeuille à l'étranger (achats nets de titres émis par des non-résidents) ont porté sur 47 milliards de francs en 2002, contre 72 milliards l'année précédente. Leur recul s'explique surtout par les investissements plus faibles des banques. Etant donné la chute des cours des actions, il n'est pas surprenant que les trois quarts environ des fonds aient été placés en titres de créance. Les acquisitions de titres de participation se sont inscrites à 12 milliards de francs seulement. En 2000, les investissements en titres de participation avaient atteint le montant record de 34 milliards de francs. La répartition selon la monnaie des placements effectués en titres de créance en 2002 montre que l'euro a été la monnaie préférée des investisseurs, le dollar des Etats-Unis et le franc venant aux deuxième et troisième rangs. Du côté des titres de participation, le dollar des Etats-Unis a été la principale monnaie.

Augmentation des investissements de portefeuille en Suisse

Les importations de capitaux sous forme d'investissements de portefeuille (achats nets, par des non-résidents, de titres émis par des résidents) se sont accrues de 8 milliards pour atteindre 11 milliards de francs. Les acquisitions ont porté principalement sur des titres libellés en francs. Les trois quarts environ des fonds ont été placés en actions d'entreprises suisses, alors que les non-résidents avaient vendu de tels titres pour un montant net de 5 milliards de francs en 2001. Quant aux fonds de placement gérés en Suisse, ils ont enregistré un retrait de fonds, après avoir drainé 8 milliards de francs l'année précédente. Les investisseurs étrangers ont acquis également des papiers monétaires pour près de 3 milliards de francs.

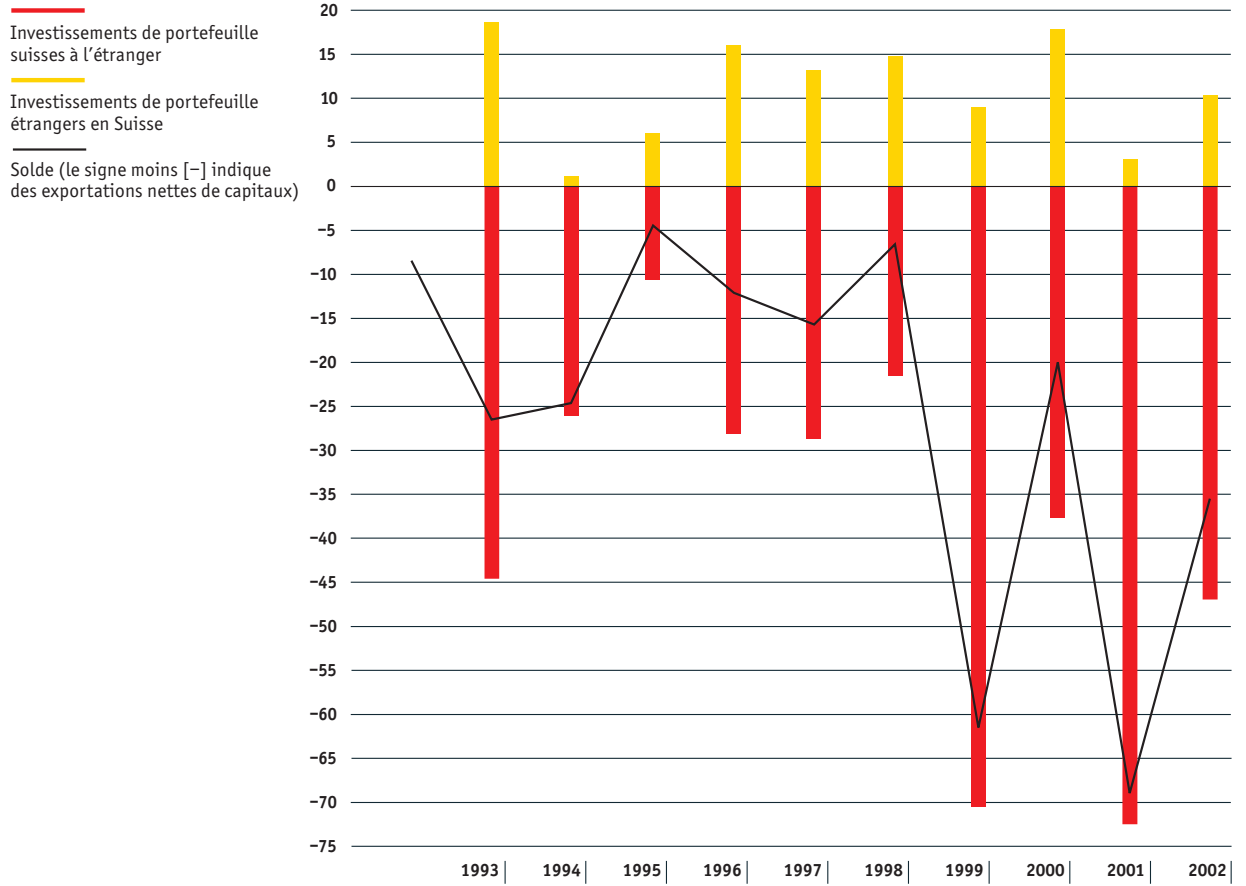
9 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres¹ en millions de francs

	1998	1999	2000	2001	2002
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-21576	-70360	-37676	-72299	-46624
Titres de créance	-17909	-44072	-3354	-47055	-34750
Emprunts obligataires et notes	-17800	-39825	-1709	-39287	-29556
Papiers monétaires ²	-109	-4247	-1645	-7767	-5194
Titres de participation	-3667	-26288	-34322	-25244	-11874
Actions	n.d.	-16520	-21805	-12688	-6846
Fonds de placement	n.d.	-9768	-12517	-12556	-5028
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	14856	8853	17813	3199	11414
Titres de créance	2341	607	2478	82	2623
Emprunts obligataires et notes	2341	501	2273	-771	-3
Collectivités publiques	1476	-153	1069	2364	-209
Autres	865	654	1204	-3135	206
Papiers monétaires	n.d.	106	205	853	2626
Titres de participation	12515	8246	15335	3117	8791
Actions	5946	876	8194	-5048	8935
Fonds de placement	6569	7370	7141	8165	-144
Solde	-6720	-61507	-19863	-69100	-35210

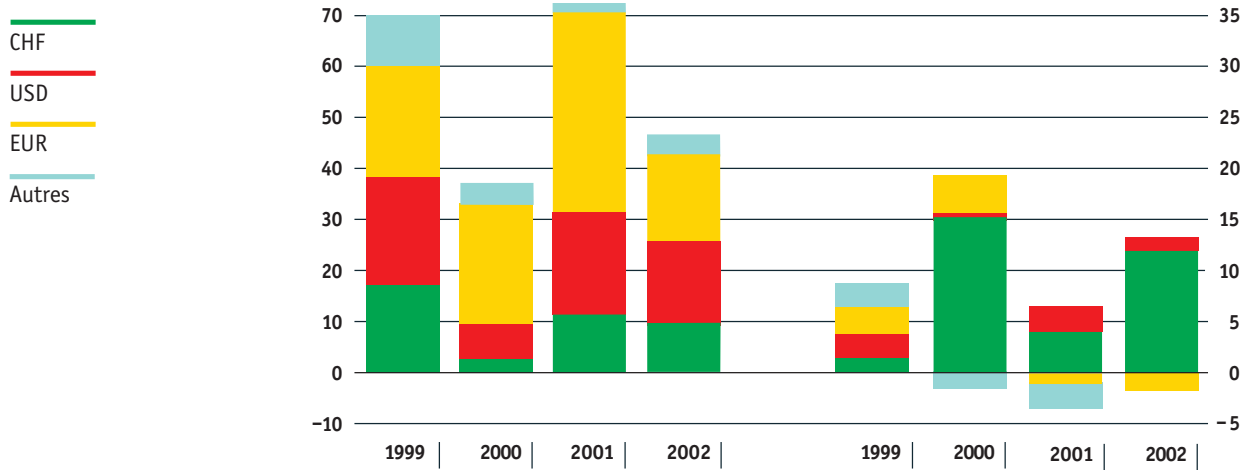
1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

2 Jusqu'en 1998, uniquement les achats des banques.

n.d.: donnée non disponible



Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie



Investissements de portefeuille suisses à l'étranger en milliards de francs
Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

Investissements de portefeuille étrangers en Suisse en milliards de francs
Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

Les comptoirs en Suisse des banques ont placé 94 milliards de francs dans des banques à l'étranger et ont reçu de tels établissements 49 milliards. Les banques ont donc investi à l'étranger, par le marché interbancaire, un montant net de 45 milliards de francs. Il s'agit de la plus importante sortie nette de fonds jamais observée. En 2001, les banques avaient importé des capitaux, par le marché interbancaire, pour un montant net de 13 milliards de francs. Ces fortes exportations de fonds montrent que les banques disposaient, en 2002, de liquidités considérables qu'elles ont placées en grande partie dans le marché monétaire international.

Les crédits accordés par les banques à la clientèle étrangère – le secteur non bancaire – ont marqué un nouveau repli. Les remboursements nets de crédits par la clientèle étrangère se sont inscrits à 3 milliards de francs, après 4 milliards l'année précédente. Quant aux dépôts de la clientèle étrangère dans les banques en Suisse, ils ont engendré une importation de capitaux de 10 milliards de francs, contre 1 milliard en 2001.

Le dollar des Etats-Unis a joué un rôle dominant dans les opérations interbancaires, alors que les opérations avec la clientèle – crédits et dépôts – ont été libellées en francs principalement.

Exportations massives de capitaux par le marché interbancaire

Afflux plus élevés de fonds provenant de la clientèle étrangère

Opérations interbancaires en dollars – Opérations avec la clientèle en francs

10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan¹ en milliards de francs

	1998	1999	2000	2001 Chiffres révisés	2002 Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	-66,0	-116,1	-140,4	46,5	-91,1
Crédits à des banques	-61,1	-106,4	-123,6	42,5	-93,9
à long terme	-4,8	-10,7	-5,3	17,0	-3,4
à court terme	-56,3	-95,7	-118,3	25,5	-90,6
Autres crédits	-4,8	-9,7	-16,8	4,0	2,8
Crédits de l'étranger	49,3	143,6	151,4	-27,9	58,7
Crédits de banques	39,2	134,6	159,3	-29,1	48,8
à long terme	8,5	14,2	-2,4	-15,1	-0,7
à court terme	30,7	120,5	161,6	-14,0	49,5
Autres crédits	10,1	9,0	-7,8	1,2	9,9
à long terme	1,1	0,2	-1,2	2,3	2,0
à court terme	9,1	8,8	-6,6	-1,2	7,9
Solde	-16,7	27,5	11,0	18,5	-32,5
Crédits interbancaires	-21,9	28,2	35,7	13,4	-45,2
Autres crédits	5,3	-0,7	-24,6	5,2	12,7

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie¹ en milliards de francs

	1998	1999	2000	2001 Chiffres révisés	2002 Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	-66,0	-116,1	-140,4	46,5	-91,1
CHF	3,2	9,8	-5,3	-5,2	-10,5
USD	4,8	-62,8	-32,7	24,6	-113,9
EUR (depuis 1999)		-55,3	-27,7	1,8	-13,7
DEM (jusqu'en 1998)	-13,6				
Autres monnaies	-49,3	-6,5	-78,0	26,4	47,9
Toutes les monnaies	-54,9	-114,8	-143,7	47,7	-90,2
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	-11,0	-1,4	3,3	-1,2	-0,9
Crédits de l'étranger	49,3	143,6	151,4	-27,9	58,7
CHF	0,4	7,0	-0,7	9,3	-17,4
USD	22,2	45,2	42,8	9,9	83,6
EUR (depuis 1999)		57,6	14,5	25,6	20,4
DEM (jusqu'en 1998)	1,2				
Autres monnaies	13,2	33,5	96,1	-73,2	-26,5
Toutes les monnaies	37,0	143,3	152,7	-28,5	60,2
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	12,3	0,3	-1,3	0,5	-1,5
Solde	-16,7	27,5	11,0	18,5	-32,5
CHF	3,6	16,8	-6,0	4,1	-28,0
USD	27,0	-17,6	10,0	34,5	-30,3
EUR (depuis 1999)		2,3	-13,2	27,3	6,7
DEM (jusqu'en 1998)	-12,3				
Autres monnaies	-36,2	27,0	18,2	-46,8	21,5
Toutes les monnaies	-17,9	28,5	9,1	19,2	-30,1
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	1,3	-1,1	2,0	-0,7	-2,4

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des entreprises

Les crédits octroyés par des entreprises suisses à des entreprises étrangères (sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs) ont entraîné des sorties de capitaux portant sur 11 milliards de francs, soit un montant inférieur de 1 milliard à celui de 2001. Les crédits ont été accordés en majeure partie par des compagnies d'assurances et des entreprises de chimie; ils étaient libellés essentiellement en dollars des Etats-Unis. Du côté des crédits obtenus de l'étranger, les entreprises ont remboursé 1 milliard de francs en 2002, après avoir accru leurs engagements de 3 milliards l'année précédente. Les remboursements ont été opérés avant tout par des sociétés financières et holdings. Les sorties nettes de capitaux des entreprises se sont ainsi élevées à 12 milliards de francs dans le domaine des crédits.

Volume élevé des exportations nettes de capitaux

Réserves monétaires

Accroissement des réserves monétaires

Les réserves monétaires de la Banque nationale ont progressé de 3,7 milliards de francs, contre 1,1 milliard en 2001. Les réserves de devises se sont accrues de 3,8 milliards de francs. La position de réserve au FMI a augmenté de 0,3 milliard de francs, tandis que les moyens de paiement internationaux ont diminué de 0,3 milliard.

Liquidation des placements en yens

La Banque nationale a renforcé ses placements en euros, en dollars des Etats-Unis, en livres sterling, en couronnes danoises et en dollars canadiens. Elle a par contre vendu tous ses placements en yens. Les ventes d'or au secteur privé, opérées en 2002 dans le cadre de la démonétisation de l'or, ne sont pas prises en considération dans les réserves monétaires (voir encadré).

Comptabilisation des ventes d'or de la Banque nationale

Après l'entrée en vigueur, le 1er mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié sa gestion de l'encaisse-or. Elle a commencé à vendre de l'or au secteur privé, dans les limites d'un accord conclu entre banques centrales. Il s'agit de la démonétisation d'une partie de l'encaisse-or. Dans la balance des paiements, les ventes d'or à l'étranger sont comptabilisées non pas dans les réserves monétaires, mais dans les autres investissements des autres mouvements de capitaux. Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales sont prises en considération dans les réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

Ce poste correspond à la différence entre le total des opérations comptabilisées dans la balance des paiements du côté des recettes (transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et le total des opérations comptabilisées du côté des dépenses (transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Une telle différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. En pratique, il n'est cependant guère possible d'appliquer ce principe, les données statistiques n'étant disponibles que pour un côté. Ainsi, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais le flux financier correspondant peut ne pas être enregistré; le montant manquant apparaît alors dans les erreurs et omissions nettes. Si les recettes excèdent les dépenses, les erreurs et omissions nettes font apparaître une valeur négative et, dans le cas contraire, une valeur positive.

Pour 2002, les erreurs et omissions nettes portent sur 18 milliards de francs. L'année précédente, ce poste s'était établi à 21 milliards de francs.

Valeur positive du poste

11 Composantes de la balance des paiements¹ en millions de francs

	1998	1999	2000	2001 Chiffres révisés	2002 Chiffres provisoires
I. Transactions courantes solde des postes A à D	37826	45669	53484	36220	38606
A. Biens solde	-2329	-276	-4217	-4650	5162
Exportations	118350	125166	143546	145905	143466
Commerce spécial fob	109113	114446	126549	131717	130381
Energie électrique	2022	2069	1944	2963	2509
Autres biens	7215	8651	15053	11225	10577
Importations	-120679	-125442	-147763	-150555	-138305
Commerce spécial caf	-106866	-113416	-128615	-130052	-123125
Energie électrique	-1346	-1462	-1475	-1896	-1488
Autres biens	-12467	-10564	-17673	-18607	-13692
B. Services solde	19574	21615	25604	22113	22057
Recettes	38755	42750	48776	46741	45790
Tourisme	11586	11767	13134	12676	12231
Assurances privées	2277	2852	2441	1796	3730
Opérations de commerce en transit	1047	1362	1439	1292	1974
Transports	6300	6623	7664	7491	5046
Postes, messageries et télécommunications	903	1267	1485	1296	1283
Autres services	16643	18880	22614	22189	21526
dont commissions bancaires	9975	11978	14607	12874	11317
Dépenses	-19181	-21136	-23171	-24629	-23732
Tourisme	-9879	-10175	-10718	-10557	-10306
Assurances privées	-100	-125	-125	-125	-133
Opérations de commerce en transit	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Transports	-5084	-5239	-5940	-5477	-4077
Postes, messageries et télécommunications	-1123	-1229	-1495	-1561	-1357
Autres services	-2995	-4368	-4893	-6909	-7860
dont commissions bancaires	-733	-845	-1322	-1099	-924
C. Revenus du travail et de capitaux solde	25917	30510	37037	25480	17900
Recettes	66584	75273	104054	89692	64572
Revenus du travail	1569	1623	1679	1984	2035
Revenus de capitaux	65016	73651	102375	87709	62537
Investissements de portefeuille	17919	21687	24509	24605	22941
Investissements directs	26134	34931	44103	31531	18864
Autres placements	20962	17033	33763	31573	20731
Dépenses	-40667	-44763	-67016	-64213	-46672
Revenus du travail	-8012	-8097	-9460	-10538	-11229
Revenus de capitaux	-32655	-36666	-57556	-53675	-35443
Investissements de portefeuille	-7991	-9915	-12042	-13724	-11577
Investissements directs	-11674	-15674	-17761	-12836	-8339
Autres placements	-12991	-11077	-27753	-27115	-15527

	1998	1999	2000	2001	2002
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
D. Transferts courants² solde	-5336	-6180	-4942	-6722	-6513
Recettes	4039	11473	11576	16423	16670
Transferts du secteur privé	406	7669	7074	11858	12264
Transferts du secteur public	3633	3804	4502	4565	4407
Dépenses	-9376	-17653	-16517	-23145	-23184
Transferts du secteur privé	-3458	-11585	-10327	-16775	-16488
Transferts du secteur public	-5918	-6069	-6191	-6370	-6696
II. Transferts en capital³ solde	201	-773	-5976	2569	-1766
Transferts de l'étranger	1094	79	826	3903	424
Transferts à l'étranger	-893	-852	-6803	-1334	-2190
III. Mouvements de capitaux solde des postes E à H	-45314	-49564	-39765	-59499	-54334
E. Investissements directs solde	-14247	-32384	-42926	-15836	-11152
Investissements directs suisses à l'étranger	-27209	-49986	-75445	-30881	-15694
Capital social	-16949	-23835	-56012	-22407	-24297
Bénéfices réinvestis	-7203	-18280	-16837	-4384	7305
Crédits	-3058	-7872	-2596	-4090	1298
Investissements directs étrangers en Suisse	12962	17603	32519	15045	4542
Capital social	5093	7577	19883	15879	1162
Bénéfices réinvestis	6501	9708	10985	971	734
Crédits	1368	318	1651	-1805	2647
F. Investissements de portefeuille solde	-6720	-61507	-19863	-69100	-35210
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-21576	-70360	-37676	-72299	-46624
Titres de créance	-17909	-44072	-3354	-47055	-34750
Emprunts obligataires et notes	-17800	-39825	-1709	-39287	-29556
Papiers monétaires	-109	-4247	-1645	-7767	-5194
Titres de participation	-3667	-26288	-34322	-25244	-11874
Actions	n.d.	-16520	-21805	-12688	-6846
Fonds de placement	n.d.	-9768	-12517	-12556	-5028
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	14856	8853	17813	3199	11414
Titres de créance	2341	607	2478	82	2623
Emprunts obligataires et notes	2341	501	2273	-771	-3
Papiers monétaires	n.d.	106	205	853	2626
Titres de participation	12515	8246	15335	3117	8791
Actions	5946	876	8194	-5048	8935
Fonds de placement	6569	7370	7141	8165	-144

	1998	1999	2000	2001 Chiffres révisés	2002 Chiffres provisoires
G. Autres mouvements de capitaux solde	-23240	41503	16365	26528	-4228
Crédits des banques commerciales solde	-16658	27501	11031	18524	-32460
Crédits à l'étranger	-65951	-116096	-140407	46454	-91131
Crédits à des banques	-61132	-106364	-123611	42479	-93927
à long terme	-4823	-10700	-5299	16986	-3362
à court terme	-56309	-95664	-118312	25493	-90565
Autres crédits	-4819	-9732	-16796	3974	2796
Crédits de l'étranger	49293	143597	151438	-27929	58671
Crédits de banques	39182	134615	159265	-29107	48768
à long terme	8513	14159	-2372	-15139	-710
à court terme	30669	120456	161636	-13968	49477
Autres crédits	10111	8982	-7826	1178	9903
à long terme	1053	199	-1200	2346	1994
à court terme	9058	8783	-6627	-1169	7909
Crédits des entreprises solde	-5443	3108	-1152	-8857	-11718
Crédits à l'étranger	-14433	2011	-13942	-11472	-10812
à long terme	-714	281	-1553	-8285	3144
à court terme	-13719	1730	-12389	-3187	-13956
Crédits de l'étranger	8991	1097	12790	2615	-906
à long terme	7563	1825	4936	1658	-5715
à court terme	1428	-728	7854	957	4809
Crédits des collectivités publiques solde	289	218	-38	44	317
Crédits à l'étranger	295	305	61	82	99
à long terme	295	305	61	82	99
à court terme	0	0	0	0	0
Crédits de l'étranger	-6	-87	-99	-38	218
Autres investissements solde	-1429	10676	6524	16817	39633
H. Réserves monétaires⁴ total	-1107	2824	6659	-1091	-3744
Variation des avoirs à l'étranger	-236	-1312	6659	-1091	-3744
Or	0	0	0	0	0
Placements de devises	462	-1802	5646	-235	-3780
Position de réserve au FMI	-306	394	568	-626	-297
Droits de tirage spéciaux ⁵	61	-366	399	-230	333
Autres ⁶	-453	462	46	0	0
Compensation pour les ajustements de valeur sur la position extérieure nette de la Banque nationale	-871	4136	.	.	.
IV. Erreurs et omissions nettes	7287	4669	-7743	20710	17493

1 Des données pour les années précédentes sont disponibles dans la version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques (www.snb.ch).

2 Depuis 1999, y compris les primes que les assurances privées suisses encaissent de l'étranger (abstraction faite des services d'assurance) et les prestations versées à l'étranger par ces assurances à la suite de sinistres.

3 Y compris les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

4 Depuis l'an 2000, ces données sont calculées à partir des flux, conformément aux recommandations du FMI. Jusqu'en 1999, elles étaient tirées, selon les recommandations alors applicables, des variations des stocks, ce qui nécessitait une compensation pour les variations de la position extérieure qui n'étaient pas dues à des transactions.

5 A partir de 2000, y compris les crédits multilatéraux en DTS.

6 Depuis 2000, sans les crédits multilatéraux en DTS.

n.d.: donnée non disponible

Description des postes

Modifications par rapport à 2001

La restructuration du marché de l'électricité en Europe a débouché sur des adaptations de la définition du commerce international (données contractuelles). Depuis 2002, les données contractuelles du commerce international englobent les deux catégories d'opérations ci-dessous. D'une part, comme précédemment, les opérations d'importation et d'exportation conclues et décomptées avec des entreprises situées dans le pays ou à l'étranger (ventes/achats; sans les échanges), localisées à la frontière suisse. D'autre part, les ajustements entre groupes-bilan, ce qui constitue une nouveauté; les déséquilibres au niveau des achats/ventes d'électricité résultant de l'activité de négoce d'entreprises faisant partie de groupes-bilan étrangers doivent faire l'objet d'une compensation transfrontalière. Etant donné que des importations et des exportations d'électricité assurent de tels ajustements, ces échanges sont eux aussi pris en compte dans le commerce extérieur.

Energie électrique

Depuis le 1er mars 2002, les marchandises importées en Suisse sont exonérées de droits de douane jusqu'à concurrence d'un montant de fr. 300.– par personne et par jour, quels que soient le domicile et la durée du séjour à l'étranger. C'est pourquoi ces recettes et dépenses ne figurent plus sous le poste «Petites quantités dans le trafic frontalier», mais sont prises en compte dans le trafic journalier et de transit.

Tourisme

Dans les investissements directs, adaptation de la définition des pays à la Géonomenclature d'Eurostat pour les données à partir de l'année 2000.

Définition des pays

Balance des transactions courantes

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de la Direction générale des douanes, sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial.

Commerce spécial

Exportations et importations d'énergie électrique, sans les échanges.

Energie électrique

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, perfectionnement à façon (actif et passif), marchandises en retour (exportations et importations), achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Autres biens

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, boutiques hors taxes, consommation des frontaliers.

Tourisme

Services d'assurance dans les opérations des assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce en transit, transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers (commissions bancaires), services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, etc.

Services (hors tourisme)

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus du travail

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, revenus des placements à titre fiduciaire, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.). Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Revenus de capitaux

Transferts courants du secteur privé	Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées (abstraction faite des services d'assurance) par les compagnies d'assurances privées et prestations que celles-ci ont versées à la suite de sinistres.
Transferts courants du secteur public	Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI, APG, SUVA, AC) par des Suisses de l'étranger et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire des droits de timbre, de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.
Sources (pour la balance des transactions courantes)	Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs	Investissements directs suisses à l'étranger: investissements effectués par des entreprises suisses dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises à l'étranger. Investissements directs étrangers en Suisse: investissements effectués par des entreprises étrangères dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises en Suisse. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Cette statistique est établie à partir d'enquêtes trimestrielles et annuelles de la Banque nationale.
Investissements de portefeuille	Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les investissements des banques et entreprises sont tirés des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.
Autres mouvements de capitaux Crédits des banques commerciales	Crédits à l'étranger: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger.

Crédits à l'étranger: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations à l'étranger.

Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations en Suisse.

Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

**Autres mouvements
de capitaux
Crédits des entreprises**

Mouvements de capitaux de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales.

Crédits à l'étranger: crédits à court et long terme que les collectivités publiques ont octroyés à l'étranger.

Crédits de l'étranger: engagements à court terme des collectivités publiques suisses envers l'étranger.

**Autres mouvements
de capitaux
Crédits des collectivités
publiques**

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger.

Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que, depuis 2000, ventes d'or transfrontières de la BNS. Les importations de métaux précieux comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction.

Participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice.

Les autres investissements comprennent également les flux de capitaux du secteur non bancaire avec des banques à l'étranger ainsi que la variation des engagements de la Banque nationale. Ils englobent aussi des éléments correctifs: part des fonds fiduciaires attribuée aux résidents, mais provenant de non-résidents selon des estimations de la Banque nationale, ainsi qu'opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Autres investissements

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992), des moyens de paiement internationaux (DTS) et des crédits d'aide monétaire de la Banque nationale. Pour les avoirs à l'étranger de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur. Jusqu'en 1999, les variations de stocks – et non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes normes en matière de balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue, à partir de 2000, la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.

**Réserves monétaires et
compensation**

Poste résiduel

Voir fondements méthodologiques

Erreurs et omissions

Bases légales

En vertu de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale et de l'ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux, la Banque nationale est autorisée à mener des enquêtes trimestrielles en vue de dresser la balance des transactions courantes et la balance des capitaux. Les personnes morales sont tenues de fournir des données pour la balance des transactions courantes dès que le montant de leurs transactions dépasse 100 000 francs par trimestre et par objet. Pour ce qui a trait à la balance des capitaux, les personnes physiques et les personnes morales sont tenues de fournir des données dès que le montant de leurs transactions dépasse un million de francs par trimestre et par objet.

**Bases légales de la présente
statistique**

Fondements méthodologiques

Définition	La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5e édition).
Balance des transactions courantes	La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs (revenus du travail et revenus de capitaux) et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.
Transferts	Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.
Mouvements de capitaux	La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises sises à l'étranger), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs étrangers), d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits octroyés par des banques et des entreprises à des non-résidents) ainsi que sur les réserves monétaires.
Poste résiduel (erreurs et omissions)	Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des «recettes» (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des «dépenses» (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Cette différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes courantes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses courantes et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.
Relations entre les balances partielles de la balance des paiements	La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: la balance des transactions courantes, les transferts en capital et la balance des capitaux. Des relations existent entre ces balances partielles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde de la balance des transactions courantes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, de la balance des capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La balance des paiements fait partie intégrante du système des comptes nationaux (CN). Au sein de ce système, elle représente le secteur de l'économie extérieure. Les balances partielles de la balance des paiements interviennent dans les CN comme suit:

Balances partielles et comptes nationaux (CN)

Balance des paiements	CN
1) Solde de la balance des biens et des services	Contribution de l'extérieur au PIB
2) Solde de la balance des biens et des services + solde des revenus du travail et de capitaux	Contribution de l'extérieur au revenu national
3) Solde de la balance des transactions courantes	Solde de l'épargne intérieure et des investissements intérieurs
4) Solde de la balance des transactions courantes + solde des transferts en capital	Capacité ou besoin de financement

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs

Définition des pays

Danemark	Jusqu'en 1999, y compris les îles Féroé et le Groenland.
France	Y compris Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que, depuis 2000, Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ainsi que, jusqu'en 1999, les îles Anglo-Normandes et l'île de Man.
Yougoslavie	Englobe la Serbie et le Monténégro.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes, Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Indonésie	Y compris le Timor oriental.
Emirats arabes unis	Abou Dabi, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

AELE	Norvège (y compris Svalbard ainsi que Jan Mayen) et Islande, sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Europe centrale et orientale	Englobe, outre les pays mentionnés: Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Etats baltes, Yougoslavie, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Slovénie et Ukraine.
Reste de l'Europe	Englobe, outre les pays mentionnés: Andorre, Gibraltar, Malte, Saint-Marin, Saint-Siège (Vatican) et Chypre ainsi que, jusqu'en 1999, Monaco. Englobe également, à partir de 2000, les îles Anglo-Normandes, l'île de Man et les îles Féroé.
Amérique du Nord	Etats-Unis, Canada et, depuis 2000, Groenland.
Pays en développement Asie	Englobent, outre les pays mentionnés: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei, Territoire palestinien occupé, Géorgie, Irak, Iran, Israël, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Océanie (sans l'Australie et la Nouvelle-Zélande), Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.
Pays en développement Amérique centrale et du Sud	Englobent, outre les pays mentionnés: Bolivie, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago. Jusqu'en 1999, Guadeloupe, Martinique et Guyane française.
Centres financiers offshore	Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.
Pays en développement Afrique	Englobent, outre les pays mentionnés: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'Océan indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Kenya, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Tunisie, Ouganda, République Centrafricaine ainsi que, jusqu'en 1999, Réunion.

